

Gaza préoccupée par les problèmes psychologiques et le chômage

Selon un rapport des Nations Unies, l'agriculture et le secteur privé ont subi des dégâts massifs

Jérusalem – Les récentes trois semaines de combats ont eu de graves répercussions économiques, sociales et psychologiques sur les populations palestiniennes de Gaza, ainsi qu'il a pu être constaté par un sondage financé par le PNUD.

Ce sondage téléphonique mené au cours de la dernière semaine de janvier révèle une augmentation du taux de chômage de 7 points de pourcentage depuis le début de la violence en décembre, taux qui se situe à présent à 43 %. L'emploi à temps complet, qui était déjà à son niveau le plus bas (50 %), n'est plus aujourd'hui que de 45 %.

Étant donné que le sondage a été mené par les lignes téléphoniques fixes, les gens dont la maison s'était effondrée et certains habitants de logement gravement endommagés n'ont pas pu être atteints. Toutefois, 45 % des personnes interrogées ont déclaré que leur maison avait été partiellement endommagée par les balles et les obus et que leurs fenêtres avaient été brisées. En outre plus d'un tiers des personnes interrogées (38 %) ont déclaré avoir été déplacées de chez elles, 67 % ayant cité pour raison de ce déplacement l'intensité des combats dans leur quartier.

Le sondage, portant sur un échantillon aléatoire de 1 815 ménages représentatifs des cinq gouvernorats de la bande de Gaza, révèle que 75 % des habitants se sentent en danger, 42 % attribuant ce sentiment d'insécurité au conflit israélo-palestinien et 27 % au contrôle des frontières exercé par les Israéliens.

Par ailleurs près des deux tiers des ménages interrogés ont indiqué qu'ils avaient besoin d'aide, prioritairement dans le domaine émotif et psychologique (28 %), mais aussi en matière d'emploi (16 %), de logement (15 %), de finances (14 %) et de soins médicaux (10 %).

La moitié des participants ont aussi mentionné l'aide psychologique et émotive en tant que principal besoin pour les enfants, en citant divers signes de stress chez ceux-ci tels que l'énurésie, les cauchemars, les comportements agressifs et l'anxiété. Parents et tuteurs ont également cité comme étant importantes la reprise des études des enfants sur une base régulière et la possibilité pour ceux-ci de jouer avec leurs amis sans danger.

Le sondage indique aussi que tous les services sociaux et services publics de base, tels que l'alimentation en eau courante, le ramassage des ordures, l'alimentation en électricité, l'assainissement, la santé et le réseau routier avaient gravement souffert pendant le conflit.

Le PNUD avait commandité le sondage pour déterminer les priorités de relèvement pour les Palestiniens habitant la bande de Gaza. Les constats du sondage seront pris en considération dans une évaluation générale des dégâts et des besoins actuellement menée par les Nations Unies en coopération avec leurs partenaires nationaux et internationaux. Le PNUD, en tant que facilitateur de l'Équipe de relèvement précoce des Nations Unies et de leurs partenaires, coordonne la compilation et l'analyse de toutes les données et informations recueillies.

« Cette évaluation vise au-delà de l'aide humanitaire d'urgence à reconstruire l'existence des 1,4 million d'habitants de Gaza, a dit Jens Toyberg-Frandzen, représentant spécial du Programme d'aide au peuple palestinien (PAPP) du PNUD. Elle contribuera à la formulation du Plan de relèvement précoce et de reconstruction de Gaza, à laquelle procède actuellement l'Autorité palestinienne en prévision de la conférence des donateurs pour Gaza qui doit avoir lieu au Caire le 2 mars. »

Les constats initiaux de l'évaluation des dégâts menée par les Nations Unies indiquent qu'une aide économique importante sera nécessaire et qu'il faudra des années pour parvenir au plein relèvement de l'économie de Gaza. Les deux tiers des Gazans vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté et la situation s'est encore détériorée du fait des derniers conflits, le secteur agricole et le secteur privé ayant été particulièrement durement touchés.

Près de deux mille entreprises commerciales (56 %) implantées dans les quartiers gravement endommagés ont été détruites.

L'agriculture a aussi subi des dégâts considérables, la plupart de l'infrastructure agricole étant détruite, ce qui menace la sécurité alimentaire de la population de Gaza. Les opérations militaires se sont soldées par le rasage de terres cultivées (18 %), la destruction de serres et d'installations d'élevage animalier (8 %) et d'élevages avicoles, de puits enregistrés (13 %), de réseaux d'irrigation et d'autres biens de production agricoles.